

DIAL 2808

AMÉRIQUE LATINE - Les peuples indigènes dans la ligne de mire des Etats-Unis

Pedro Cayuqueo

mercredi 1er juin 2005, mis en ligne par [Dial](#)

Les Etats-Unis ne cessent de « veiller » sur l'Amérique latine. De ce point de vue, la fameuse doctrine énoncée par le président Monroe le 2 décembre 1823, selon laquelle rien ne doit se passer en Amérique latine qui puisse nuire aux intérêts des Etats-Unis, est toujours d'une brûlante actualité, même si l'objet des craintes a changé puisque Monroe visait avant tout d'éventuelles tentatives de puissances étrangères pour établir de nouvelles colonies en Amérique. La défense des intérêts nord-américains continue en référence à d'autres « menaces ». Plus récemment, qui ne se souvient du fameux rapport Rockefeller auquel Dial avait fait écho en son temps [1], suivi par un premier Document de Santa Fé au début des années 80 [2] : Une nouvelle politique interaméricaine pour les années quatre-vingt), puis de Santa Fé II à la fin des mêmes années 80 [3] : Une stratégie envers l'Amérique latine pour les années quatre-vingt-dix ? La série continue puisque tout récemment un rapport vient d'être remis à l'administration Bush par le National Intelligence Council, après d'importants travaux préparatoires et la collaboration de nombreuses institutions. Outre une analyse générale de la situation mondiale, on y trouve une approche de la question indigène en Amérique latine, dénoncée comme l'un des principaux dangers potentiels pour la sécurité des Etats-Unis. Nous publions ci-dessous l'article de Pedro Cayuqueo, journaliste, directeur de Azkintuwe, périodique mapuche (chilien) dans lequel cet article a été publié, avant d'être repris par [ALAI](#) le 28 mars 2005.

La force économique, politique et militaire de la Chine, l'expansion de l'islam et l'émergence d'un mouvement radical indigène en Amérique latine font partie des phénomènes dans lesquels le National Intelligence Council (Conseil national du renseignement) voit des menaces probables pour l'hégémonie des Etats-Unis en 2020. C'est ce qui se dégage de son troisième rapport prospectif publié récemment et remis au Département d'Etat pour guider la politique extérieure de la première puissance politico-militaire de la planète. Le document a été élaboré sur la base d'informations obtenues et traitées par 13 services nationaux de renseignement, dont la CIA, et complétées par les conclusions de réunions et de conférences d'experts tenues aux Etats-Unis, en plus de six conférences régionales, dont une a eu lieu à Santiago du Chili.

On calcule qu'en 2020, le PIB de la République populaire de Chine dépassera celui de la plupart des pays occidentaux. On peut dire presque avec certitude que le géant asiatique deviendra une grande puissance dans un avenir proche, mais il reste à savoir s'il entretiendra avec l'étranger des relations de coopération ou d'affrontement. L'islam, de son côté, à la fois sur le plan religieux et politique, tendra à accroître son influence mondiale et, s'il est probable qu'Al Qaida n'existera plus en 2020, elle sera toutefois remplacée par d'autres groupes islamistes radicaux beaucoup plus petits et efficaces grâce aux progrès des technologies de l'information. Et qu'arrivera-t-il en Amérique latine ? Rien de bon. L'émergence de mouvements indigénistes politiquement organisés fera chanceler les Etats et mettra réellement en danger la sécurité régionale. Les cas du Mexique, de l'Equateur, de la Bolivie et du Chili nous en donnent déjà un avant-goût.

S'agit-il d'une nouvelle catastrophe annoncée par Nostradamus ? Non. Ce sont les conclusions du dernier rapport du projet Global Trends 2020, impulsé par le National Intelligence Council des Etats-Unis, qui a pour objet de répertorier les éventuelles menaces à craindre pour l'hégémonie mondiale de ce pays de l'hémisphère nord aux alentours de l'an 2020. Ce rapport présente dans une perspective à 15 ans les principales tendances et principaux scénarios imaginables à l'échelle du monde dans les domaines politique, économique, social et militaire, qui serviront à orienter la politique extérieure du gouvernement américain. C'est ainsi que le NIC rend directement compte au président George W. Bush de ses analyses stratégiques, qu'il réalise en se fondant sur des informations reçues et traitées en coordination avec le reste des services de renseignement, composé de 13 organismes d'Etat, dont la CIA, sans oublier la collaboration d'un groupe multidisciplinaire d'experts internationaux.

Dans sa troisième édition - la première date de 1997 -, le rapport du NIC indique qu'en 2020, la mondialisation aura les couleurs de l'Asie. Les Etats-Unis et l'Europe devront faire une place à deux nouveaux acteurs - la Chine et l'Inde - sur la carte géopolitique mondiale. « Grâce à une croissance économique soutenue et importante, à la rapide expansion de leur capacité militaire et simplement à la dimension de leur marché intérieur (on estime que la population de la Chine et de l'Inde réunies atteindra 2,7 milliards d'habitants), la Chine et l'Inde domineront le continent asiatique dans l'exercice de leur nouveau rôle de puissance économique et politique - voire technologique -, avec laquelle les traditionnels "maîtres du monde", les Etats-Unis et l'Europe, devront sérieusement compter, contraints qu'ils seront de céder les commandes » peut-on lire dans le rapport du NIC.

De la même manière, les auteurs du rapport affirment que de nouvelles menaces militaires et géopolitiques planent sur la planète, parmi lesquelles l'expansion de l'islam figure au premier rang. Selon eux, renforcée par la mondialisation des communications, la renaissance de l'identité musulmane facilitera l'expansion d'un islamisme radical à l'intérieur et à l'extérieur du Moyen-Orient, y compris le Sud-Est asiatique, l'Asie centrale et l'Europe occidentale. L'importance numérique des jeunes dans la population des pays arabes, les mauvaises perspectives économiques, l'influence de l'éducation religieuse et l'islamisation de syndicats, d'ONG et de partis politiques, entre autres institutions, font que l'islam demeurera une force politique déterminante. Et, s'ils doutent qu'Al Qaida puisse encore exister en 2020, les auteurs nous disent en revanche qu'elle pourrait céder la place à d'autres groupes islamiques, plus petits et plus efficaces grâce aux avancées des technologies de l'information.

Les indigènes dans la ligne de mire

L'émergence des peuples indigènes ni la consolidation des identités ethniques en Amérique latine n'échappent aux analyses prévisionnelles de l'un des principaux think thank (groupes de réflexion) qui défendent l'hégémonie politique, économique et militaire des Etats-Unis sur la planète et dans la région. Pour réaliser cette véritable radiographie contre-insurrectionnelle, qui constitue un élément clé de la machinerie militaire pour la guerre de basse intensité, version rafraîchie de l'ancienne doctrine de sécurité nationale des Etats-Unis, le NIC s'est acquis la collaboration de nombreux experts latino-américains, qui se sont rencontrés lors d'une conférence régionale organisée à Santiago du Chili en juin 2004 avec l'Université de Georgetown, le Centro de Estudios Nueva Mayoría (Buenos Aires) et l'Université Adolfo Ibáñez (Santiago), et qui avait pour thème « L'Amérique latine en 2020 : hypothèses à long terme ».

Les auteurs du rapport ont pris comme exemples le soulèvement zapatiste dans le sud-est du Mexique, l'ascension politique du mouvement indigène en Equateur, le discours fondamentaliste et radical d'un secteur du mouvement aymara en Bolivie (MIP) et la lutte des Mapuche dans le sud du Chili pour affirmer que la gouvernabilité démocratique et les institutions qui lui sont associées, l'intégration internationale du continent - y compris ses relations avec les Etats-Unis et les principales puissances mondiales - et la sécurité face aux nouvelles menaces, parmi elles le trafic de stupéfiants et les revendications indigènes, constitueront les principaux facteurs qui détermineront l'avenir de l'Amérique latine à l'horizon 2020. « Dans le sud du Mexique, la région andine et quelques pays d'Amérique centrale, les revendications territoriales impulsées par des groupes indigénistes irrédentistes pourraient très bien déboucher sur un soulèvement armé et des violences politiques », prédisent les auteurs du document, parmi lesquels des

« experts » chiliens comme Andrés Allamand (RN), Enrique Correa (ancien PS) et José Joaquín Brunner, sociologue, ex-ministre du gouvernement d'Eduardo Frei et un des directeurs de la Fondation Paz Ciudadana, think tank de la droite patronale chilienne, à l'origine de la politique répressive « tolérance zéro » de l'ancien maire de New York, Rudolph Giuliani.

« L'émergence de mouvements indigénistes politiquement organisés peut aussi représenter un risque pour la sécurité régionale. Si, au cours des prochaines années, les mouvements indigénistes ne réussissent pas à s'insérer dans le système politique et ne parviennent pas à un certain degré d'intégration sociale, la possibilité existe que de nombreux mouvements se transforment en des revendications pouvant aller jusqu'à l'autonomie territoriale, comme ce fut le cas il y a plusieurs décennies sur la côte atlantique du Nicaragua, dans le sud du Mexique, dans la région andine et dans quelques pays d'Amérique centrale », ce qui, aux yeux des experts, menacerait gravement « l'intégrité territoriale » d'un grand nombre d'Etats.

« Certains conflits latents ou en cours, notamment ceux qui impliquent des groupes ethniques transfrontières, menacent de se régionaliser. Dans le pire des cas, cela pourrait avoir pour conséquence que des territoires ou des populations échappent à tout contrôle gouvernemental effectif ». Mais ce n'est pas tout. « Quelques revendications territoriales impulsées par des groupes indigénistes irrédentistes pourraient déboucher sur un soulèvement armé et des violences politiques », avertissent les experts, conscients de ce que les territoires historiques des peuples indigènes de l'Amérique latine se trouvent aujourd'hui en grande partie coupés par les frontières des Etats actuels, par exemple le Kollasuyo aymara (Pérou, Chili et Bolivie) ou le Wallmapu des Mapuche (Chili et Argentine).

« L'irrédentisme indigéniste entraînerait de grands antagonismes avec l'ordre public et économique occidental soutenu par les Latino-Américains d'origine européenne et, par conséquent, une profonde fracture sociale, qui déboucherait sur un soulèvement armé, des réponses répressives de la part des gouvernements contre-insurrectionnels, de la violence sociale et une balkanisation politique et territoriale. Si cette situation de trouble devait se réaliser, elle ferait fuir les capitaux et les investisseurs, et elle casserait la dynamique même du marché pendant longtemps. En outre, il se produirait une accentuation de l'hétérogénéité régionale entre les pays en proie à l'aggravation de l'irrédentisme ethnopolitique (dans la région andine ou au Guatemala) et les pays à population majoritairement européenne (le Cône Sud). »

Les liens avec le terrorisme

La relation entre les mouvements ethniques et des groupes terroristes internationaux, évoquée à grands cris par la presse sensationnaliste et opposée aux revendications des peuples indigènes, comme le quotidien patronal El Mercurio, au Chili, n'a pas échappé au catastrophisme des experts engagés par le NIC. « Des puissances factieuses et des acteurs armés non gouvernementaux (mafias, narcotrafiquants, groupes terroristes internationaux) pourront conclure différents types d'alliances stratégiques avec des groupes armés clandestins dans la région. Les zones qui ne sont pas entièrement contrôlées par l'Etat (les départements de Boyacá et de Caquetá parmi d'autres, en Colombie, les frontières entre le Venezuela et le Brésil ou le Venezuela et la Colombie, le secteur de Cochabamba en Bolivie, les côtes de Haïti, etc.) constitueront des cibles privilégiées des alliances de ce type qui représentent un risque pour la sécurité générale », affirment les auteurs.

Mais les experts ne sont pas seulement préoccupés par les liens probables avec Al Qaida. Le rapprochement observé depuis quelques années entre le mouvement indigène et des groupes opposés à la mondialisation, ainsi qu'avec des secteurs du mouvement populaire latino-américain, fait également l'objet d'analyses et de prédictions. « L'extension à grande échelle de mouvements indigénistes radicalisés, politiquement révolutionnaires, dans divers pays de la région, pourrait favoriser la convergence des indigénistes avec plusieurs mouvements sociaux non indigénistes, mais souvent radicalisés (sans-terre brésiliens, paysans paraguayens et équatoriens, piqueteros argentins, groupes antimondialisation, etc.), comme on en trouve aujourd'hui », craignent les experts.

« En ce début du XXIe siècle, il existe des groupes indigénistes radicalisés dans la plupart des pays latino-

américains. On pourrait imaginer que, d'ici 2020, leur nombre connaisse une croissance exponentielle et qu'ils obtiennent l'adhésion de la majorité des indigènes de leurs pays. Une rébellion indigéniste survenant dans un pays pourrait très bien s'étendre à d'autres pays par effet d' "exemplarité" ou de "contagion" ». Pour éviter une telle situation, on pourrait envisager la solution de la tolérance zéro à la façon de Giuliani - augmentation des crédits de la défense militaire et, naturellement, resserrement des liens avec le gouvernement américain -, scénario auquel les experts songent non sans inquiétude face à l'arrivée au pouvoir de nombreux représentants de la gauche dans la région, tels qu'Hugo Chávez au Venezuela, Lula da Silva au Brésil, Tabaré Vázquez en Uruguay et le populiste Néstor Kirchner en Argentine. « Ce scénario d'une vague anti-impérialiste sur le continent impliquerait par contre-coup isolement international, appauvrissement, fuite des capitaux, conflits et impossibilité de gouverner à l'échelle continentale », expliquent les experts, et ils terminent par une phrase qui ne laisse aucun doute sur l'orientation des auteurs : « Le rapport que les pays de la région entretiendront avec les Etats-Unis sera déterminant » pour leur avenir politique et leur sécurité.

Le cas mapuche

Ce n'est pas la première fois que les Mapuche du Chili sont mentionnés dans des rapports de renseignement continental. En 2002, il était dit dans un document secret de la Conférence des armées américaines intitulé « Evaluation commune de la situation subversive sur le continent », que le conflit mapuche pourrait représenter une menace non seulement pour la stabilité politique et institutionnelle de l'Etat chilien, mais aussi pour son « intégrité territoriale ».

Aux termes du document élaboré dans le cadre de la Conférence des armées américaines, qui regroupe des officiers supérieurs de toute la région, les chefs militaires manifestaient leur inquiétude face aux progrès du « Mouvement indigéniste » en Amérique latine ; ils évoquaient notamment le cas du peuple mapuche qui, de l'avis des analystes, pourrait finir par poser « un important problème de sécurité nationale », d'autant plus que l'on, tient compte des actions « terroristes » menées ou susceptibles d'être menées par des groupes subversifs chiliens mécontents du modèle socioéconomique dominant. Dans une partie de l'étude, qui portait sur toute l'Amérique latine, les auteurs déploraient que « l'internationalisation des conflits ethniques constituent une menace latente pour l'intégrité des Etats ». Aux yeux des officiers de la Conférence des armées américaines, en Amérique latine, « il ne fait aucun doute que nous sommes devant une situation stratégique encore incertaine, complexe et instable qui n'est pas près de s'éclaircir ». Quelques années plus tôt, en 1999, un bilan similaire avait été dressé par le Centre d'études et de recherches militaires des forces armées du Chili. Dans le document intitulé « Le conflit mapuche et son incidence sur la sécurité nationale », la résistance active des Mapuche dans les régions VIII et IX du sud du Chili était qualifiée de problème de sécurité par les militaires. Les termes employés dans la suite du document ne manquent pas d'étonner : « Les Mapuche posent un problème de sécurité parce qu'ils perturbent l'ordre et la tranquillité publique dans le pays, les dirigeants du mouvement ayant plusieurs fois appelé à transgresser la loi », outre qu'ils menacent « l'intégrité territoriale » de l'Etat chilien par leurs discours séparatistes.

- **Dial - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2808.**

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : [ALAI](#), 28 mars 2005.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Cf. Dial D 479.

[2] Cf. Dial D 757.

[3] Cf. Dial D 1369.